

Paris, le 11 mars 2015

Dossier suivi par : XXXX
Tél. : XXXX
Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : XXXX
N° de recommandation : 2015-0512

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Madame,

Ce litige concerne le refus du distributeur A de prendre en charge les dommages causés par une surtension (résultant de la rupture du neutre sur la colonne électrique), le 4 mai 2014, aux cartes électroniques de vos trois climatiseurs.

Vous indiquez que :

- le jour de l'incident, vous avez contacté le service dépannage du distributeur A ;
- celui-ci a constaté un problème de vis de serrage sur les plaques de cuivre de la colonne de l'immeuble et a réparé cet ouvrage ;
- l'expertise du 24 juin 2014 a permis de chiffrer votre dommage à 3 823,60 euros TTC.

Vous avez joint à votre saisine :

- les factures d'achat de vos climatiseurs, datées des 18 juin 2010 et 17 juillet 2012,
- le devis de réparation des climatiseurs, daté du 13 mai 2014, ainsi que la facture afférente datée du 3 juillet 2014,
- l'attestation d'un de vos voisins ayant subi des dommages identiques aux vôtres,
- l'attestation d'un électricien relative à la conformité de votre installation intérieure.

Vous précisez vous être rapprochée de votre compagnie d'assurance. Malheureusement, votre police d'assurance ne couvre pas les dégâts électriques. Vous avez donc sollicité une indemnisation auprès du distributeur A.

Ce dernier a reconnu l'existence de la surtension en précisant néanmoins qu'elle résultait d'une rupture de neutre dans la colonne montante de votre immeuble. Il a ajouté que cette colonne ne fait pas partie de la concession et que son exploitation est, à ce titre, sous la responsabilité de la copropriété.

J'ai analysé votre dossier, ainsi que les observations que le distributeur A m'a adressées (jointes en annexe).

Le distributeur A a confirmé la survenance d'une rupture de neutre. Il a cependant ajouté que cet ouvrage n'étant pas dans le domaine de la concession, les opérations d'entretien, de renouvellement et de mise en conformité des colonnes hors concession doivent être réalisées par la copropriété.

Ainsi, selon lui, les conséquences de la rupture du neutre doivent donc être supportées par la copropriété.

Ces affirmations appellent les remarques suivantes de ma part :

La question n'est pas de savoir, dans votre affaire, qui est propriétaire de la colonne montante mais qui en a la maîtrise effective c'est-à-dire la possibilité d'intervenir sur cet ouvrage afin notamment d'en déceler les vices et de prévenir les dommages qui peuvent en résulter.

Or, j'estime que le distributeur A se réserve un pouvoir d'intervention sur ces installations et que dans ces conditions, il en a la garde juridique au sens de l'article 1384 du Code civil, tenu à ce titre d'un devoir de surveillance et de contrôle afin d'empêcher qu'elles causent des dommages en anticipant d'éventuelles défaillances.

Une telle anticipation aurait permis, dans le cas d'espèce, d'éviter la rupture du neutre puisqu'il suffisait, pour l'empêcher, de procéder au serrage des vis de la colonne comme cela a été fait *a posteriori*.

Je considère, dans ces conditions, que le distributeur A doit être regardé comme seul responsable des conséquences dommageables de cette défaillance et je lui recommande d'assumer les conséquences des dégâts causés, dans votre copropriété, par une surtension faisant suite à une rupture du neutre sur la colonne montante de votre immeuble.

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si vous êtes en désaccord avec son contenu, ou si le distributeur A refuse de la mettre en œuvre, vous pouvez demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui vous oppose (voir fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le distributeur A m'informera dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie

Jean Gaubert

